

## Entretien



Ghassan SALAMÉ \*

***À propos de l'accord de paix du 13 septembre dernier signé entre l'OLP et Israël, beaucoup de commentateurs ont affirmé que la faiblesse de l'OLP l'avait entraînée à négocier, ce qui avait permis aux Israéliens d'en tirer profit. N'est-ce pas aussi la force de Hamas dans les territoires occupés qui a forcé le gouvernement Rabin à négocier ?***

L'accord d'Oslo est le fruit d'une double incapacité, d'une double faiblesse, tant du côté israélien que du côté palestinien.

Du côté palestinien il y avait deux difficultés évidentes. D'abord une faiblesse dans l'environnement régional et international car avec l'effondrement de l'URSS et la guerre du Koweït, l'OLP n'arrivait pas à mobiliser ni financièrement, ni diplomatiquement ses anciens appuis depuis ces trois dernières années. La deuxième faiblesse du côté de l'OLP, tenait à son incapacité à obtenir des résultats relativement rapides dans les négociations avec Israël pour conforter sa position dans

les territoires occupés et arrêter la montée de Hamas. Plus le processus de paix durait sans aboutir à des résultats concrets, plus le nombre des sceptiques sinon des détracteurs allait grandissant du côté de l'OLP.

Côté israélien, la première faiblesse tient à l'incapacité du gouvernement à en finir avec l'Intifada qui dure depuis 6 ans. Les Israéliens étaient dans un cercle vicieux : la répression de l'Intifada entraînait la radicalisation de ce mouvement mais la non-répression contribuait à son développement et augmentait les chances du Hamas. Par ailleurs, il n'y a pas de doute que les résultats désastreux pour l'image d'Israël de l'expulsion des 415 dirigeants d'Hamas a accéléré le processus de prise en compte des difficultés d'Israël. La deuxième incapacité israélienne tient à son inaptitude à construire une troisième force entre l'OLP et Hamas et la conscience très vite aiguë qu'entre Arafat et Hamas il n'y a rien. Les tentatives malheureuses et gauches pour créer une direction autonome dans les territoires occupés, distincte de l'OLP, s'étaient soldées par un échec lamentable. Dès qu'ils le pouvaient, les négociateurs palestiniens choisis suivant les critères imposés à Washington par Yitzhak Shamir accouraient aux ordres à

\* Directeur de recherche au CNRS-CERI, Professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Entretien réalisé par Vincent Barrailler (IRIS).

Tunis. Il me semble donc que l'accord du 13 septembre est le fruit de la conscience de part et d'autre d'une incapacité à résoudre d'importants problèmes. Mais autant souligne-t-on les faiblesses de l'OLP, autant je crois, en effet, que l'on n'a pas assez souligné les très grandes difficultés israéliennes. C'est là par ailleurs le signe de calculs réalistes – de part et d'autre – qui pourraient se révéler de plus solides fondements à la paix que quelque enthousiasme passager.

***Après cet accord, quel est l'avenir de Hamas ? Peut-il réussir par une attitude radicale à faire échouer le processus en cours ?***

Hamas est une forme de patriotisme palestinien plus ou moins islamisé dont la nature nationaliste est beaucoup plus déterminante que son discours religieux. En réalité la mobilisation que Hamas a pu réaliser dans les rangs palestiniens est moins due à l'impact de son discours religieux qu'à la détermination de son opposition à l'occupation israélienne. Il me semble que les observateurs, notamment occidentaux, se trompent sur la nature de Hamas. Ce n'est pas tant un mouvement fondamentaliste, ni un mouvement terroriste, qu'un mouvement nationaliste radical qui mobilise en utilisant un discours religieux. Sur ce point, Hamas n'est pas fondamentalement différent de l'OLP telle que je la connais.

Dans Hamas il y a avant tout des nationalistes palestiniens habillés en religieux, qui réagissent aujourd'hui avec un mélange d'es-

poir et d'hostilité. D'un côté, l'espoir parce que l'on devrait rapidement assister aux premiers retraits militaires israéliens des territoires occupés et que le processus peut à terme aboutir à l'autodétermination des Palestiniens. De l'autre côté, il y a une hostilité aux concessions faites à Israël et des craintes quant à l'éventualité d'une alliance tacite entre Israël et l'OLP pour réprimer Hamas. À cela s'ajoutent l'existence de colonies de peuplement dont on ne connaît pas l'avenir, le problème de Jérusalem qui n'est pas encore traité, la question extrêmement sensible de l'eau ...

Aujourd'hui, le public de Hamas se confond avec celui de l'OLP dans un mélange d'espoir et de scepticisme. Dans le même temps, les bureaucraties de ces deux mouvements demeurent assez autonomes et se critiquent ou s'épaulent suivant les cas.

Pour chaque Palestinien qu'il soit de l'OLP ou de Hamas, la question essentielle est que le processus ne s'arrête pas, que « l'intérimaire » ne devienne pas définitif. Dans ce processus, la négociation va être quotidienne. Comment organiser le retrait militaire de Gaza et de Jéricho puis des autres territoires occupés, la dévolution des prérogatives de l'autorité israélienne d'occupation à l'autorité intérimaire palestinienne. Comment organiser les élections de juillet prochain pour le Conseil palestinien ? Comment commencer les négociations sur l'avenir définitif des territoires occupés ? Nous sommes dans une négociation permanente. La négociation ne s'est pas arrêtée à Washington le 13 septembre,

bien au contraire ! Ce n'était pas le cas lors de la conférence de Madrid où toutes les conditions posées par Yitshak Shamir avaient fini par fermer la porte à toute négociation. Aujourd'hui, l'essentiel pour les Palestiniens, c'est de voir que ce processus continue, qu'il peut aboutir à la création d'une entité palestinienne souveraine même si cela n'est pas garanti. Si les négociations avancent, il me semble que les partisans de l'accord l'emportent sur leurs détracteurs tant au sein de l'OLP que de Hamas. Cette opposition Hamas/OLP est relative, car finalement ce nationalisme palestinien qui empreinte de génération en génération des discours différents et variés repose sur la même base. Je suis très attentif mais pas surpris par cette confusion, ce mélange des genres auquel on a très vite assisté.

***Quelle peut-être l'attitude d'un pays comme l'Arabie Saoudite face à un mouvement comme le Hamas qu'elle a soutenu financièrement pendant un temps ?***

Il est temps que les Occidentaux évoluent dans leur vision de l'Arabie Saoudite. Face à la montée de l'islamisme, les gouvernements, les polices et les journaux occidentaux ont été obsédés par les transferts de fonds jusqu'à finir par croire que ce sont eux qui font l'islamisme. Je crois pour ma part que l'argent joue un rôle beaucoup plus limité dans la montée de l'islamisme parmi les Palestiniens et ailleurs, au Maghreb notamment. La question financière est secondai-

re en règle générale dans l'émergence de l'islamisme.

D'autre part, il ne faut pas considérer l'Arabie Saoudite comme un monolithe qui décide et exécute. L'Arabie Saoudite a un gouvernement qui a moins de contrôle sur les transferts de fonds de ses citoyens que n'importe quel gouvernement, y compris le gouvernement français. L'Arabie Saoudite est un régime de capitalisme sauvage. Il y a aujourd'hui dans ce pays des fortunes privées qui ensemble représentent des avoirs extérieurs bien supérieurs à ceux du gouvernement. Contrairement à l'idée généralement admise, l'Arabie Saoudite n'est pas comme l'Union soviétique d'hier, c'est-à-dire un État reposant sur un pouvoir centralisé où rien ne se fait sans l'accord du gouvernement. Par ailleurs, je doute très fortement que le gouvernement saoudien soutienne à l'heure actuelle le mouvement islamiste dans le monde alors qu'il a engagé une répression très sévère à l'égard de ceux qui s'en réclament au sein du royaume.

En revanche, y-a-t-il des fortunes privées du Golfe, d'Arabie Saoudite, du Koweït ou encore des Emirats qui financent Hamas ? Certainement. Mais ils ont aussi financé les moujahidins afghans sous les applaudissements des Occidentaux, autant qu'ils ont financé le FIS en Algérie et Ghanouchi en Tunisie.

Enfin, en tant que gouvernement, l'Arabie Saoudite soutient indubitablement l'accord OLP-Israël, pour des raisons stratégiques évidentes. Dès que cet accord était adopté et adoubé par les Américains, les Saoudiens n'avaient plus le choix.

***Au mois de juin, tout laissait penser que l'on était plus proche d'un accord entre la Syrie et Israël que d'un accord entre l'OLP et Israël. Cet accord, condamné par la Syrie, ne risque-t-il pas de freiner ses propres négociations avec Israël sur le Golan ?***

Aujourd'hui, il ne fait plus aucun doute que les Américains ont joué la carte syrienne pour faire pression sur les Palestiniens et vice-versa. Sur le fond, la Syrie a maintenant une attitude mitigée. D'une part, il n'y a pas de doute que la signature par les Palestiniens de cet accord a affecté la position syrienne, en ce sens qu'Israël a moins besoin de progresser rapidement dans ses négociations avec la Syrie et ne cesse de le dire, comme pour embarasser Hafez al-Assad davantage. D'autre part, la signature de cet accord a démontré que la Syrie n'était pas à même d'exercer une tutelle sur les Palestiniens.

Mais par ailleurs, en acceptant des concessions substantielles dans l'accord d'Oslo, les Palestiniens démontrent *a contrario* que quoi qu'accepte le gouvernement de Syrie dans ses propres négociations, il sera dans une position plus facile par rapport à son opinion publique. Les concessions palestiniennes sont telles qu'aujourd'hui la Syrie peut, elle aussi, en faire et les faire admettre plus facilement par sa population en disant : « J'ai admis ceci, mais regardez ce que tout les Palestiniens ont eu à supporter ». C'est pourquoi, de prime abord, effectivement la Syrie est surprise et irritée par cet accord.

Mais, en fait, il a l'avantage de faciliter à Hafez al-Assad la présentation à sa propre opinion publique des concessions auxquelles il parviendra avec Israël.

***À l'heure où le projet d'une confédération jordano-palestinienne est évoqué, comment peuvent évoluer les relations triangulaires entre Israéliens, Palestiniens et Jordaniens ?***

Les relations entre la Jordanie et la Palestine sont des relations de deux peuples jumeaux. À terme, une association forte du style Bénélux ou du type confédéral entre la Jordanie et la Palestine me paraît inévitable, elle le paraît d'ailleurs aux uns et aux autres. La parité entre les deux parties peut à terme établir un lien de coopération durable. Tant que les Palestiniens sentaient que la Jordanie ne cherchait pas une coopération avec eux mais plutôt à remplacer leur direction politique, pour se substituer à l'OLP, aucune ouverture n'était possible. Maintenant que chacun a son organe politique autonome, on peut penser que les deux parties peuvent mieux s'entendre et qu'elles sont même condamnées à le faire. Les Palestiniens et les Jordaniens forment deux peuples relativement comparables qui ont des contacts depuis des temps immémoriaux. Ils ont la même langue, pratiquement la même religion, une ouverture sur le reste du monde arabe et du monde islamique, les mêmes valeurs ; les inter-mariages sont nombreux ; en termes économiques, financiers et technologiques, ils partagent aussi les mêmes faiblesses.

Avec Israël la question est très différente. Le PNB *per-capita* d'Israël est aujourd'hui 11 fois supérieur à celui de la Jordanie et 6 fois à celui des territoires occupés, il est très généreusement subventionné par l'étranger, en particulier par les États-Unis. Israël est une puissance nucléaire. C'est aussi un pays fondé sur l'idée du peuple Juif, c'est-à-dire sur la négation des inter-mariages, sur une langue et une religion différentes ainsi qu'un passé douloureux.

L'intégration triangulaire Jordanie-Palestine-Israël n'est pas aussi évidente que l'intégration Jordanie-Palestine. Il me semble qu'Israël a besoin de plusieurs générations pour se «levantiniser», se faire accepter comme partie prenante au niveau régional. Cela se fera inévitablement mais il ne faut pas croire que cela sera automatique. Il faudra d'abord qu'Israël accepte, comme la Jordanie l'a fait, une parité formelle avec les Palestiniens et qu'il règle ses problèmes avec les autres pays arabes, la Syrie, le Liban, la Jordanie. Une véritable transformation de la culture politique arabe et israélienne est nécessaire pour atteindre cet objectif. Il faut bien apprécier ce que représente Israël pour les Arabes, un «État croisé *high tech*» comme l'écrit le philosophe Azmi Bishara. Israël aura besoin de donner beaucoup de preuves de sa bonne foi avant de pouvoir normaliser ses relations avec eux.

Dans un pays comme l'Égypte où, depuis 1979 pourtant, des accords de paix ont été signés avec Israël, l'interaction entre les deux populations est restée exception-

nelle et l'intégration économique marginale. La culture politique égyptienne est demeurée chargée des souvenirs de la défaite de 1967. C'est pourquoi il est nécessaire de ne pas aller trop vite en besogne lorsque l'on envisage un avenir de relations entièrement normalisées entre Palestiniens, Jordaniens et Israéliens.

***Pourquoi le rôle de la diaspora palestinienne dans le développement des territoires occupés vous semble-t-il plus important que l'aide financière que pourra apporter la Communauté internationale ?***

Les principaux fonds durables pour la reconstruction de l'entité palestinienne seront d'abord palestiniens. Il existe de très grandes fortunes palestiniennes et un savoir-faire palestinien dans la plupart des secteurs économiques. Trois ou quatre des principales entreprises de construction dans le monde arabe sont palestiniennes. Les Palestiniens ont la capacité de construire leur pays mais il faut pour cela avant tout attirer la diaspora et procéder à une véritable révolution mentale qui aboutisse à une «loi du retour» pour l'entrepreneur et le professionnel palestinien de la diaspora. Il faut que tous les professionnels, toutes les fortunes qui ont quitté les territoires occupés pendant les 20 dernières années – soit à cause de l'occupation et de sa répression, soit pour chercher du travail ou chercher fortune à l'étranger – soient encouragés à revenir sur place. C'est avec ces capitaux que l'on peut reconstruire le

pays. Dans des pays comme la Croatie, la Slovénie ou l'Arménie, la diaspora a joué un rôle plus capital que l'aide étrangère. Seul l'argent de la diaspora sera un argent durable qui facilitera la stabilisation politique et sociale dans les territoires occupés.

Face à l'aide annoncée par la Communauté internationale, je me montre très prudent. Les Libanais sortent d'une guerre de 15 ans et depuis les accords de Taëf de 1989, on ne peut pas dire que la Communauté internationale ait été très généreuse avec le Liban. L'ensemble de l'aide qui lui a été accordé au cours des 4 dernières années pour sa reconstruction, représente à peu près 3 % du volume de l'aide nécessaire... Je suis persuadé que la Communauté internationale donnera beaucoup moins qu'elle ne le promet à l'heure actuelle, à l'image de ce qui s'est passé en Russie, en Europe de l'Est et dans d'autres situations, au Nicaragua et ailleurs. Avec le tarissement de l'épargne dans les pays occidentaux et la multiplication massive des demandeurs d'aide à travers le monde depuis la fin de la guerre froide, il faut beaucoup plus penser aux investissements qu'à l'aide comme moyen de stabiliser des situations troubles. Or les investissements, les premiers à devoir les faire doivent être les diasporas des pays concernés. Maintenant que les Israéliens ont admis que la diaspora politique, l'OLP notamment, revienne jouer un rôle dans les territoires occupés, la meilleure chose qu'ils puissent faire c'est d'accepter que la diaspora économique et profes-

sionnelle revienne aussi. Qu'elle vienne des États-Unis, de l'Australie ou des pays du Golfe, il faut qu'elle soit encouragée, motivée, pour investir.

Quant aux urgences des débuts, les montants exigés par les Palestiniens sont énormes mais nécessaires. Vingt-cinq ans d'occupation c'est lourd ! Tout est à faire. L'aide est indispensable immédiatement pour mettre en place les premières structures, pour consolider le processus politique, lancer les projets d'infrastructure indispensables pour attirer les investissements.

***Le 27 septembre dernier, devant l'Assemblée générale des Nations unies, le président Clinton a donné une définition restrictive de l'engagement des États-Unis dans les affaires internationales et notamment dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU. Ne revient-on pas à une forme d'isolationnisme où seule la défense de l'intérêt national compte ?***

Depuis l'élection de Clinton voilà bientôt un an, l'observation de la politique étrangère américaine laisse perplexe. Le Parti démocrate aux États-Unis n'est pas connu pour sa très grande cohérence en matière de politique étrangère. Mais là, l'incohérence atteint des sommets. Cela peut paraître normal compte tenu de la personnalité de Clinton qui n'est pas issu de l'establishment américain tourné vers l'étranger mais du gouvernement d'une province rurale, l'Arkansas. De tels tâtonnements

peuvent aussi paraître normaux au cours de la première année de l'exercice du pouvoir suprême. Ce sont donc davantage les trois années qui viennent plutôt que l'année écoulée qui me paraissent importantes. Mais d'ores et déjà, il ne semble pas que ce soit le côté interventionniste apparu au début de l'année qui prenne le dessus mais l'inverse. Cela peut s'expliquer à travers trois raisons essentielles. Premièrement et comme cela était prévisible dès le début, l'affaire somalienne a tourné au vinaigre. Cette opération n'était pas dans la réalité des choses, ni du côté américain, ni du côté africain. Boutros Boutros-Ghali, qui a souvent des idées incohérentes, a suscité fermement cette opération mais il n'avait ni véritable objectif pour la réaliser, ni véritable stratégie pour sa mise en application. Le deuxième exemple concerne la Bosnie où il me semble que l'idée d'intervenir sur le terrain n'a jamais été sérieusement envisagée. Les Américains et ceux qui ont appelé de leurs vœux cette intervention n'ont fait que tromper les Bosniaques. En leur faisant miroiter la possibilité d'un véritable engagement, l'Europe et les États-Unis ont poussé les Bosniaques à refuser des accords beaucoup plus intéressants que celui qui leur est aujourd'hui proposé. La troisième illustration concerne le processus de paix israélo-arabe où il a été prouvé que le contact direct entre les deux patries – et leur reconnaissance mutuelle et préalable – avec un intermédiaire politiquement neutre, la Norvège, pouvait avoir

des effets plus crédibles qu'une grande danse orchestrée par l'oncle Sam. Cependant, l'oncle Sam, au moment venu, peut encore tirer la couverture à lui pour en recueillir une grande partie du crédit politique. Au cours de cette année, nous avons donc eu un interventionnisme malheureux en Somalie, un dol ou une tromperie sur la marchandise en ce qui concerne la Bosnie – dont les effets sont dévastateurs pour la crédibilité de leurs promoteurs – et enfin un succès qui n'est pas dû directement à la diplomatie américaine dans les négociations israélo-palestiniennes.

Si vous étiez à la place de Clinton, vous en tireriez déjà des conséquences. Si en plus vous aviez un ambitieux programme interne – la lutte contre le chômage, un grand projet de sécurité sociale qui est une nouveauté sans pareille dans l'histoire du système américain... – et que vous en fassiez la priorité de votre administration, vous sauriez d'ores et déjà que c'est sur la réussite ou l'échec de ce programme que vous seriez oui ou non réélu.

Cette situation prise dans son ensemble ne pousse pas les États-Unis dans le sens interventionniste. Cela dit, le Parti démocrate est un Janus qui ne peut pas entièrement se défaire d'un zèle de missionnaire quand il s'agit des idéaux démocratiques de défense des Droits de l'homme. Cet universalisme moral que l'on trouve dans l'histoire du Parti démocrate est très différent de l'universalisme interventionniste fondé sur l'intérêt, qui marque la politique étrangère du Parti répu-

blicain. Malgré les déboires de ces derniers mois, l'administration Clinton n'assumera pas publiquement son isolationnisme, mais sans aucun doute, elle acceptera de plus en plus le principe de la sélectivité dans l'interventionnisme externe. Dans ce principe de sélectivité, il devra au cours du temps déterminer un code de l'intervention externe. Peut-on dire que ce code sera fondé uniquement sur l'intérêt? Je n'en suis pas sûr. Je ne crois pas que l'intérêt national puisse devenir un critère exclusif pour la politique étrangère d'un pays quel qu'il soit. Il restera toujours des cas où l'intérêt sera défini d'une manière extrêmement large pour inclure des situations qui relèveraient peut-être de la politique interne, des principes du voisinage ou encore du prestige. L'intervention militaire des Américains à Grenade en 1983 n'avait aucun intérêt particulier mais il y avait une volonté de corriger la très mauvaise image de la débacle des Marines à Beyrouth. Il s'agira donc certainement d'une définition large de l'intérêt qui englobera le prestige, la politique interne, la nécessité de donner des signaux de fermeté, etc. L'interventionnisme sera donc encore plus sélectif, sans pour autant être plus cohérent, ni dans les objectifs, ni dans les moyens.

*L'euphorie sur le thème du nouvel ordre mondial paraît aujourd'hui bien dépassée. Depuis, les Nations unies ont montré leur fragilité et leurs limites pour intervenir notamment dans des opérations de maintien de*

*la paix. À cela s'ajoute un problème de représentativité au sein du Conseil de sécurité. Comment peuvent évoluer les Nations unies et que pensez-vous des projets visant à élargir le nombre des membres permanents du Conseil de sécurité?*

L'Assemblée générale des Nations unies n'a pratiquement aucun rôle, elle ressemble à un parlement dans un régime présidentiel. Quant au Conseil de sécurité, il représente trois pays occidentaux, un pays qui s'occidentalise, la Russie, et une puissance fortement différente, la Chine mais qui, n'ayant pas encore d'intérêts politiques au niveau global, est toujours prête à monnayer son vote au sein du Conseil de sécurité. *Quid* de la représentation au sein du Conseil de sécurité, du milliard de musulmans, des 800 millions d'Africains, des centaines de millions de Latino-américains et d'Indiens? Cette représentation pour le moins censitaire est-elle acceptable? Certainement pas. Peut-on la corriger? Peut-être. Mais, pourrait-on encore fonctionner avec un Conseil de sécurité, où il y aurait 7, 8, 9 ou 10 États qui auraient le droit de veto? J'en doute. Contrairement à ce que l'on a écrit, et à ce que Boutros Boutros-Ghali a écrit dans «Agenda pour la paix», le droit de veto n'est pas devenu désuet puisque la Russie l'a utilisé récemment pour l'affaire de Chypre et qu'elle aurait pu l'utiliser pour l'affaire de l'ex-Yougoslavie si on l'avait poussée dans ses derniers retranchements – cela



explique d'ailleurs en partie les hésitations occidentales dans l'affaire yougoslave. Les projets courants pour rendre le Conseil de sécurité plus représentatif à savoir par l'adjonction de l'Allemagne et du Japon le feront plus ressembler au G7 qu'à un organe politique et de sécurité internationale. En réalité, le Conseil de sécurité risque d'être de plus en plus contesté dans sa représentativité et donc dans la légitimité de ses résolutions. Quant à la multiplication des pays qui disposeront du droit de veto même s'ils se ressemblent ou qu'ils s'entendent à l'heure actuelle, il sera difficile de faire fonctionner une telle structure car elle ne peut pas fonctionner sur le principe de l'unanimité.

À l'heure actuelle, les Nations unies vivent une de leurs crises les plus graves. Contrairement à ce qui a été souvent affirmé au cours des trois ou quatre dernières années, nous assistons à une situation où la fin de la bipolarité pose à la lumière crue les insuffisances de l'ensemble de cette organisation monstrueuse. Jusqu'en 1989, on pouvait toujours dire que les Nations unies ne pouvaient pas fonctionner pleinement à cause de la bipolarité. On se rend finalement de plus en plus compte que les Nations unies fonctionnaient souvent grâce à la bipolarité et non pas en dépit d'elle. La fin de la guerre froide multiplie les acteurs nationaux à un tel point que la détermination d'un consensus représentatif sur les grandes affaires internationales devient une mission pratiquement impossible. J'ai des doutes sur la sur-

vie des Nations unies comme système décisionnel et sur sa pertinence lorsque je vois par exemple que la puissance qui pourrait avoir le plus d'influence sur cet organisme – à savoir les États-Unis – a fini par ne plus accepter de placer ses soldats sous un commandement autre que le sien. Alors qu'en serait-il pour les pays qui n'ont pas de représentation permanente au Conseil de sécurité et qui culturellement ne se sentent pas représentés par cet organisme ? La réflexion conduite sur le rôle des Nations unies au lendemain de la guerre froide était dans l'ensemble superficielle et éphémère, marquée par une hypothèse fautive reposant sur la bipolarité. Le temps est venu d'une analyse approfondie du système des Nations unies. On découvrira alors sans doute que l'ensemble architectural qui déjà n'était pas construit pour des situations de bipolarité l'est encore moins pour la situation présente. Mais cette réflexion reste encore à faire. Je crois qu'un deuxième souffle est nécessaire après celui qui a accompagné les faux exemples de la guerre du Golfe, qui était un cas très spécifique et difficilement reproductible, de l'élection de Boutros Boutros-Ghali et de quelques opérations qui paraissaient prometteuses et qui se sont révélées minables. Le système des Nations unies est en crise profonde précisément parce qu'il ne peut plus se cacher derrière l'excuse de la bipolarité et de la guerre froide. Ses rares succès – comme au Cambodge – ne sauraient être une fondation suffisante pour éluder une telle révision.

**Certains auteurs notamment américains comme Samuel P. Huntington<sup>1</sup> estiment que désormais les conflits n'opposent plus des États pour des raisons idéologiques ou économiques mais des civilisations. Que pensez-vous de cette thèse ?**

La dernière livraison de *Foreign Affairs* apporte cinq réponses différentes à la thèse de cet auteur, elle vient la corriger et en montrer la grande faiblesse. Non pas tant que l'État-nation se porte bien, mais parce qu'il me semble que les grandes civilisations ne sont pas des acteurs internationaux, et qu'elles ne sont pas prêtes à le devenir. Dans la sociologie politique américaine, on assiste subitement à un culturalisme qu'elle reprochait à la sociologie européenne au cours des quarante à cinquante dernières années. Samuel P. Huntington, et les autres professeurs de ce genre qui ont cru à l'universalité de la modernité américaine et qui ont professé un soutien sans faille à une analyse du monde non seulement anti-culturaliste mais pratiquement a-culturaliste, vont aujourd'hui dans le sens entièrement opposé. L'intelligentsia américaine comme souvent sa politique est marquée par la démesure. La sociologie politique américaine et notamment celle de l'école de Huntington était sourde à la culture, aveugle face au problème de civilisation, dépréciative à l'égard des réseaux de solidarité à base religieuse et culturelle, obsédée par la modernisation par le haut, enthousiaste pour l'autoritarisme modernisateur et sécurisant qui a suivi les

indépendances. Elle était méprisante à l'égard d'une sociologie européenne qu'elle trouvait post-coloniale, marquée par des mentalités pré-indépendances, pré-wilsoniennes. Pourtant aujourd'hui, les thèses de Samuel P. Huntington ne semblent plus voir ni l'État-nation, ni la nécessité de maintenir quelque ordre même formel pour que le commerce entre nations reste possible. Il s'agit d'un culturalisme béat et hallucinant.

Face à cette thèse de l'affrontement entre les civilisations, il faut avoir le courage non pas de l'adopter, ni même de la réfuter mais d'en faire dans la ligne de Foucault la théologie critique c'est-à-dire d'expliquer pourquoi et comment la sociologie américaine est venue à opérer un tournant si radical. On découvrira peut-être alors que c'est là une forme d'isolationnisme politique qui cherche sa religion et que le *clash* entre les civilisations est une manière pour les États-Unis de répondre à deux défis majeurs pour les années à venir, problèmes qu'elle a été impuissante à traiter jusqu'à maintenant.

D'abord un défi interne qui est dû à son incapacité à réussir une intégration de certaines populations en particulier à résoudre son problème racial avec les Noirs d'une part et culturel et linguistique avec les Hispaniques d'autre part. À ce problème qui s'aggrave aux États-Unis, aucune solution n'a été trouvée. L'idée d'un *clash* des civilisations tient peut-être à cette peur

1. Samuel P. Huntington: «The Clash of Civilizations?», *Foreign Affairs*, Summer 1993, pp. 22-49.

panique dans l'intelligentsia WASP de garder une personnalité puissante à l'intérieur des États-Unis face aux populations non intégrées par le système du *melting pot* qui montre aujourd'hui ses faiblesses.

Le deuxième défi est d'intégrer sans l'accentuer une nouvelle forme de péril jaune. Effectivement si le *Japan bashing*, c'est-à-dire la critique et l'agressivité à l'égard du Japon a marqué les quelques dernières années dans les esprits politiques américains, nous assistons aujourd'hui à une espèce de fascination-répulsion du monde chinois. Mais ni le Japon, ni la Chine ne font véritablement des choses qui irritent le citoyen américain moyen autant que Khomeyni, Kadhafi ou Saddam Hussein ont pu le faire au cours des dernières années. La

Chine n'occupe pas Taïwan mais grignote gentiment Hong-Kong, le Japon organise des élections, la Chine a adopté le capitalisme, et c'est pourquoi il me semble que la deuxième fonction de cette idée sur le *clash* des civilisations est de donner au monde politique le cadre idéologique pour une nouvelle formule du péril jaune. Il ne faut pas seulement réfuter le *clash* entre civilisations, il faut en faire une analyse critique en le replaçant dans l'histoire intellectuelle des États-Unis.

Il est aussi temps, me semble-t-il, de développer les études américaines en Europe. Elles sont parmi les sciences sociales l'une des disciplines les moins riches notamment dans un pays comme la France. ■